

## INVITATION AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX DU CHÔMAGE ET DE LA PRÉCARITÉ des 16 et 17 mai à Bobigny

Cher-e camarade,

Nous avons le plaisir de vous inviter à participer activement aux États-Généraux du Chômage et de la Précarité qui se dérouleront les 16 et 17 mai 2009 à la Bourse du Travail de Bobigny.

Dans un contexte de crise historique, économique, sociale et écologique, avec une explosion sans précédent du chômage, l'enjeu de ces Etats Généraux est de réunir les salariés touchés ou menacés par les licenciements en cours, les fins de missions d'intérim et de CDD, les chômeurs et les précaires, car on part d'une situation où leurs luttes sont séparées. Or ils ont des intérêts communs car le chômage pèse à la baisse sur les salaires, et si les salariés ne se mobilisent pas pour avoir une indemnisation correcte du chômage, ils sont pénalisés s'ils perdent leur emploi. Actuellement, des mobilisations démarrent contre les licenciements, des luttes très fortes se développent contre la privatisation des services publics de l'éducation-recherche, de la santé, de la poste, mais les chômeurs restent isolés et ne s'organisent pas encore<sup>1</sup>.

L'enjeu de ces Etats Généraux est aussi de sortir avec un texte-cadre de revendications et un cadre commun de mobilisation. A cet égard on ne part pas de rien, une Plateforme unitaire pour un *statut de vie sociale et professionnelle* garantissant un revenu décent pour tous et la continuité des droits sociaux (formation, retraite, logement, santé, papiers...) avec ou sans emploi a été adoptée en 2006 et signée par plus de 15 organisations, associations et syndicats.

La situation se caractérise en effet par la conjonction d'une flexisécurité imposée en 2008 à tous les salariés (allongement considérable des périodes d'essai, facilitation des licenciements individuels avec la « rupture conventionnelle », création d'un « CDD de mission »), d'une fusion ANPE-ASSEDIC qui désorganise des services de l'emploi percutés de plein fouet par la crise, et du caractère dérisoire des mesures proposées par le gouvernement (prime unique de 500 euros à certaines catégories de nouveaux chômeurs), tandis que l'instauration du RSA va constituer une machine à imposer quelques heures par ci, par là pour faire du chiffre, au détriment de l'emploi pérenne.

L'absence de réponse à la hauteur de la crise et la multiplication des plans sociaux (sans oublier l'immense « plan social de fait » imposé aux salariés précaires des banlieues populaires) entraînent une exaspération sociale qui ne trouve pas de débouché unitaire ou de réponse syndicale suffisamment radicale et durable.

Les Etats-Généraux doivent permettre, avec une large participation d'associations, de syndicats et de partis politiques concernés, d'élaborer une plate-forme de contre-offensive pour la conquête de droits nouveaux, l'arrêt des licenciements et l'instauration d'une sécurité sociale professionnelle réelle pour tous, salariés et chômeurs.

---

<sup>1</sup> Des AG publiques Chômeurs-précaires-mal logés sont organisées à date fixe dans l'espace public toutes les fins de mois (28 mai et 29 juin), à 18H place de l'Hôtel de Ville de Paris.